



MALI : BESOINS HUMANITAIRES

Aperçu des besoins humanitaires dans les régions de Bandiagara, Gao, Mopti, Ségou et Tombouctou

Octobre 2023

INTRODUCTION

La volatilité de la situation sécuritaire au Mali et dans le Sahel, combinée aux aléas climatiques, continue d'avoir un impact négatif sur la vie des populations. L'exercice des activités économiques, sources de revenus et de subsistance, est particulièrement limité en raison de la présence de groupes armés et des contrôles sur les mouvements de biens et de personnes. En général, les personnes déplacées demeurent plus vulnérables et présentent des besoins accrus par rapport aux communautés hôtes et résidentes. Néanmoins, l'aggravation de la situation pèse sur l'ensemble de la population et risque d'affecter les relations entre déplacés et résidents.

L'enquête a porté sur 860 ménages, soit 6 458 personnes, dont 68 % de résidents, 30 % de déplacés et 2 % de réfugiés (tous localisés à Bandiagara). Les femmes représentent 31% des répondants, et 13% de chefs de ménage. L'enquête a été accompagnée par 45 discussions de groupes (23 avec des groupes de femmes et 22 hommes, soit déplacés soit membre de la communauté hôte) dans 12 communes.

Zones couvertes:

- Bandiagara : Bankass, Dinangourou, Koro, Pignari Bana, Sangha, Sokoura, Yoro
- Gao: Gao
- Mopti : Djenne
- Ségou : Niono
- Tombouctou: Niafunké, Tomboctou

Secteurs

Sécurité alimentaire et moyens d'existence ; Eau Hygiène et Assainissement ; Abris; Protection

Méthodologie :

860 enquêtes ménage
45 discussions de groupe

Date :

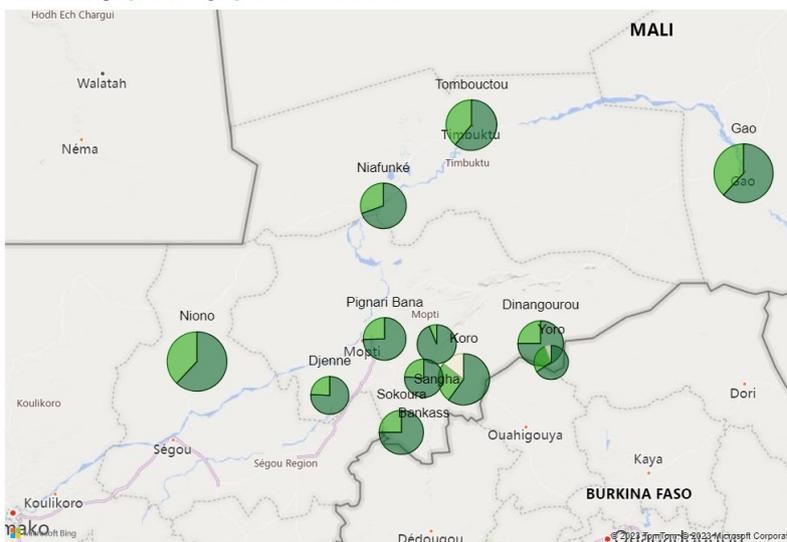
6-18 octobre 2023

Résumé et constatations principales:

- 96%** Des ménages ne parviennent pas à satisfaire tous leurs besoins de base. 32% d'entre eux parviennent à couvrir seulement quelque besoin et 8% aucun (16% parmi les déplacés)
- 54%** Des ménages ont rencontré des difficultés à accéder la nourriture dans les 7 derniers jours (66% parmi les déplacés)
- 13.4** La moyenne de l'indice de stratégie d'adaptation réduit (avec un maximum de 18 à Tombouctou).
- 51%** Des filles et femmes en âge de procréer avec un score de diversité alimentaire acceptable (27% auprès des femmes déplacées).
- 51%** Des ménages n'ont pas accès aux services d'eau, hygiène et assainissement adéquats (72% parmi les ménages déplacés).

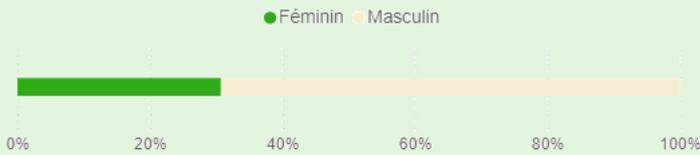
Couverture géographique de l'enquête

Statut du ménage ● PDI ● Réfugié ● Résident/communauté hôte

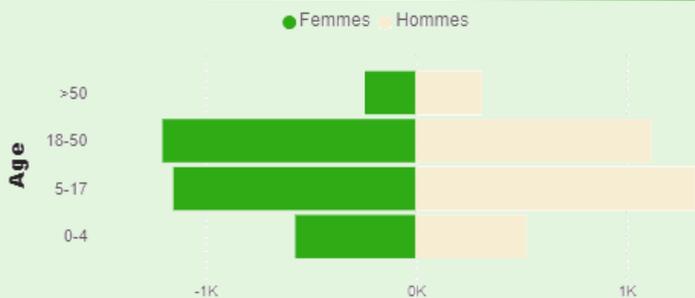


INFORMATIONS DÉMOGRAPHIQUES

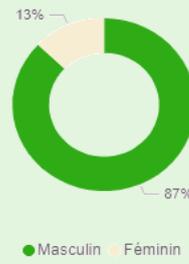
% de répondants par sexe



Composition des ménages



Sexe des chefs de ménage



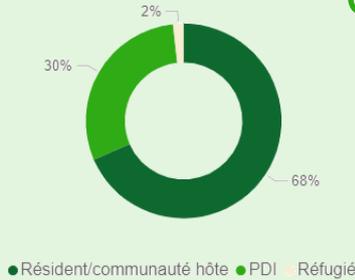
Taille moyenne du ménage



23% les ménages déplacés gérés par une femmes.

28% les ménages gérés par une femmes à Tombouctou

Statut de déplacement



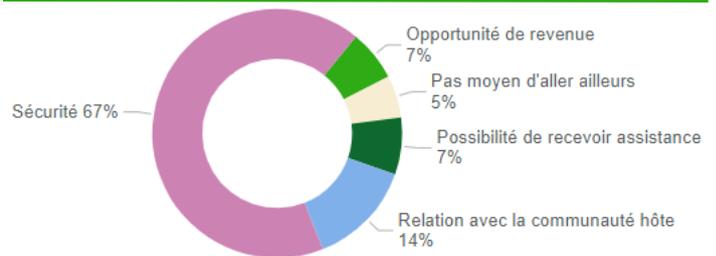
10% Personnes vivant avec un handicap, **32%** parmi les déplacés.

55% Ménages avec au moins une personne vulnérable
 Femme enceinte ou allaitante, chef de ménage âgé, personne avec une maladie chronique ou vivant avec un handicap

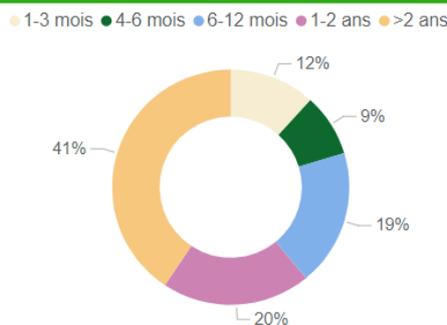
DÉPLACEMENTS

Pour 67% de ménages déplacés la **sécurité** est la raison principale pour le choix de leur lieu d'accueil, suivi par les **relations avec la communauté** (14% à Bandiagara et 38% à Tombouctou), la possibilité de **recevoir assistance** et les **opportunités de revenu** (7% chacune). 5% a indiqué que le choix a été forcé par le **manque de moyens pour s'installer ailleurs**, une contrainte particulièrement notable à Tombouctou (22%).

Raison du choix du lieu de déplacement

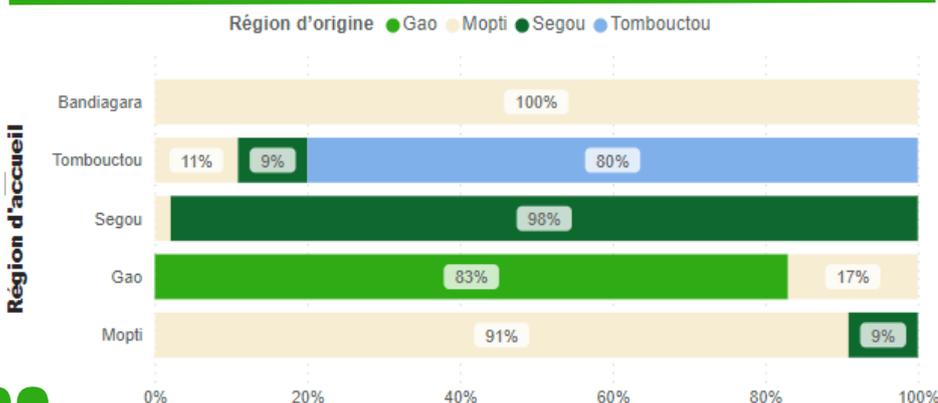


% ménages par durée de déplacement



En ce qui concerne la durée du déplacement, 21 % des ménages se sont déplacés au cours des six derniers mois (12 % depuis 1 à 3 mois et 9 % de 4 à 6 mois). 19 % sont déplacés depuis 6 à 12 mois, et 61 % depuis plus d'un an (20 % entre 1 et 2 ans, 41 % plus de 2 ans). Il est à noter que presque tous les ménages déplacés depuis moins de trois mois se trouvent à Tombouctou. 20% des ménages à été déplacé deux fois. 55 % des déplacements s'effectuent à l'intérieur de la même région, permettant aux personnes de se déplacer d'une commune ou d'un cercle à un autre. Il est important de noter que Bandiagara est la seule région qui accueille la totalité des déplacés venant d'autres régions.

Comparaison région d'origine et d'accueil



RÉFUGIÉS

L'enquête a couvert aussi 15 ménages réfugiés (97 personnes) dans le cercle de Koro, Bandiagara. Ces personnes sont arrivées du Burkina Faso au cours de la dernière année (entre 4 et 12 mois avant l'enquête).



Nous avons été obligés de nous déplacer de nos villages a causes des menaces de mort des bandits armés, des soit disant terroristes. Ils calcinent nos villages, ils emportent nos bétails, ils brulent nos récoltes, Ils tuent nos bras valides.

Discussion avec hommes déplacés, Pignari Bana

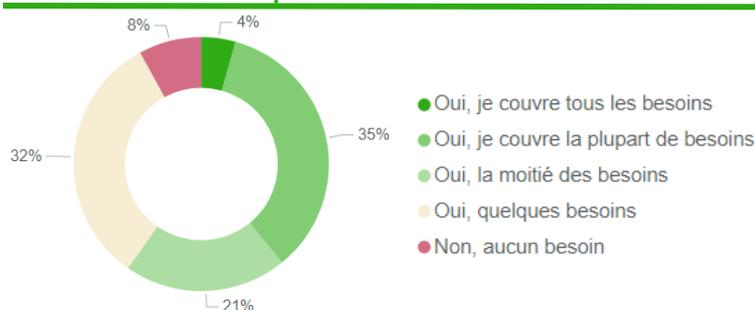
COUVERTURE DE BESOINS

Seulement 4 % des ménages enquêtés affirment être en mesure de couvrir tous leurs besoins prioritaires, tandis que 40 % ne parviennent même pas à satisfaire la moitié de leurs besoins. Une analyse détaillée des données révèle des variations significatives en fonction du statut de déplacement et de l'emplacement géographique.

Les **ménages déplacés** rencontrent plus de difficulté à couvrir leurs besoins, avec 16% ne parvenant à satisfaire aucun besoin, et 39% ne couvrant que quelques besoins.

Tombouctou et Bandiagara sont les régions présentant les pourcentages les plus élevés de ménages ne couvrant aucun besoin, avec respectivement 15 % et 10 %. Dans ces localités, on constate également que la communauté résidente fait face à davantage de diffi-

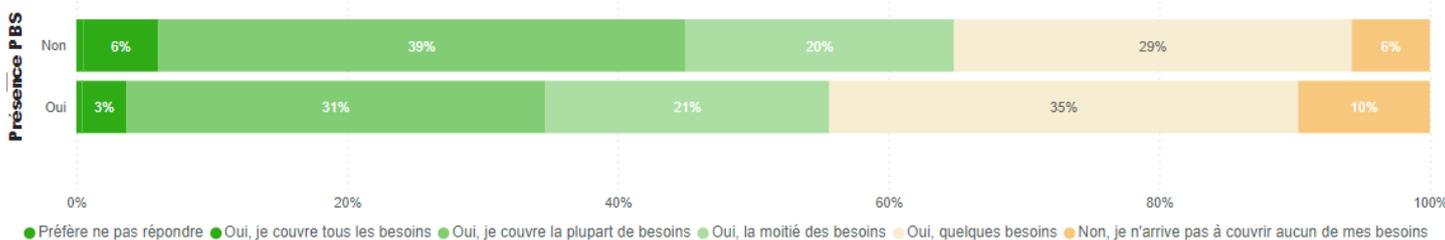
Au cours du dernier mois, votre ménage a-t-il été capable de couvrir ses besoins de base selon vos priorités?



cultés pour répondre aux besoins primaires

On peut identifier aussi une corrélation entre la présence d'au moins une personne avec des besoins spécifiques et une moindre capacité de couvrir les besoins du ménage.

Capacité de couvrir les besoins: comparaison selon la présence d'une ou plusieurs personnes à besoin spécifique



La **santé et les dépenses médicales** constituent le premier besoin que les ménages n'arrivent pas à couvrir, cité par 72 % d'entre eux, suivi de près par l'accès à la **nourriture** (69 %) et les domaines de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement (43 %).

Les mêmes secteurs sont cités comme les trois principaux besoins que les ménages craignent de ne pas réussir à couvrir dans le futur.

Il n'y a pas de distinctions majeures en fonction du statut de déplacement, à l'exception des abris ou du soutien en loyer. Soixante cinq pour cent des personnes déplacées ont indiqué qu'elles ne parviennent pas à couvrir leurs besoins en **logement**, contre 28 % des

ménages résidents.

Les différences sont plus marquées au niveau géographique. À Bandiagara et à Mopti, la plupart des ménages ne parviennent pas à couvrir leurs besoins alimentaires, tandis qu'à Gao, la catégorie la plus citée est celle des abris et du loyer.

Interrogés sur les moyens qu'ils ont pour couvrir leurs besoins dans le futur, les ménages envisagent de continuer à travailler (76 %), de chercher du travail (45 %) ou de compter sur l'assistance humanitaire (42 %, avec un maximum de 92 % à Gao et de 88 % à Mopti). À Tombouctou, 53 % des ménages demanderont un soutien à la famille ou aux amis.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La majorité des ménages (54 %) déclarent avoir connu des moments au cours des 7 derniers jours où ils n'ont pas eu assez de nourriture ou d'argent pour en acheter. La difficulté d'accès à la nourriture est plus prononcée parmi les ménages déplacés (66 % contre 48 % de résidents) et ceux gérés par une femme (68 % contre 52 % de ménages gérés par un homme). Sur le plan géographique, Tombouctou est la région présentant le pourcentage le plus élevé (67 %), suivie de Gao (64 %) et de Bandiagara (57 %).

38% des ménages sont en insécurité alimentaire (dont 19% ont un score de consommation alimentaire (SCA) pauvre - plus accru parmi les déplacés, 23%).

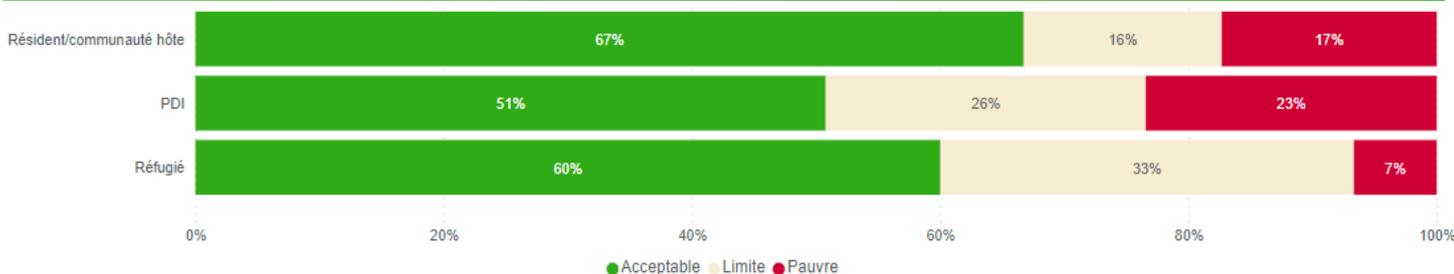
Focus sur Gao

L'imposition du **blocus** par les groupes armés a limité l'approvisionnement des marchés, qui porte à une moindre disponibilité de nourriture et à une augmentation des prix. **80% de ménages enquêtés à Gao ont un pauvre score de consommation.** Au même temps, seulement 37% a indiqué la nourriture comme un besoin qu'ils n'arrivent pas à couvrir.

Ceci pourrait s'expliquer par la priorisation d'autres besoins, mais aussi par un aperçu de consommation satisfaisant par les ménages.

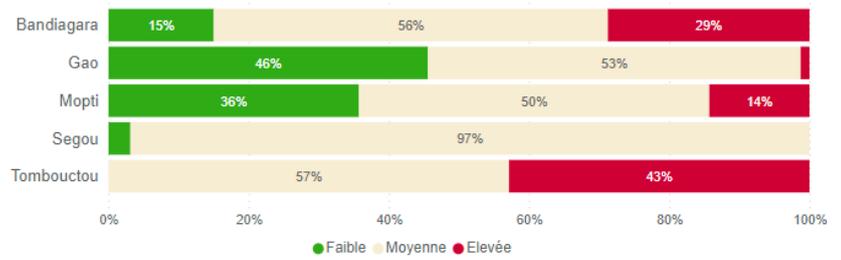
À Gao, l'alimentation prédominante rentre en fait dans un seul groupe alimentaire: les denrées à base de céréales; tandis que le SCA est calculé sur la fréquence de consommation est la diversité nutritionnelle des aliments.

Score de consommation alimentaire par statut de déplacement.



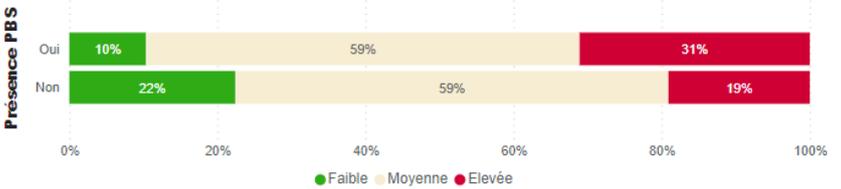
Parmi les ménages ayant rencontré des difficultés à accéder à la nourriture au cours des 7 derniers jours, **94 %** ont adopté au moins une **stratégie d'adaptation alimentaire négative**. L'indice moyen de stratégie d'adaptation réduit (CSIr) est de 13,4, atteignant un maximum de 18 à Tombouctou, suivi de 15 à Bandiagara. Le CSIr est subdivisé en trois catégories de sévérité (faible, moyenne, élevée) selon la méthode EN-SAN. 25 % des ménages adoptant une stratégie entrent dans la catégorie élevée, une situation particulièrement préoccupante à Tombouctou et à Bandiagara.

% de ménage dans chaque catégorie d'adaptation (CSIr) par région



Les ménages avec au moins une personne vulnérable sont aussi plus à risque d'adopter des stratégies d'adaptation.

% de ménage dans chaque catégorie d'adaptation (CSIr) par présence PBI



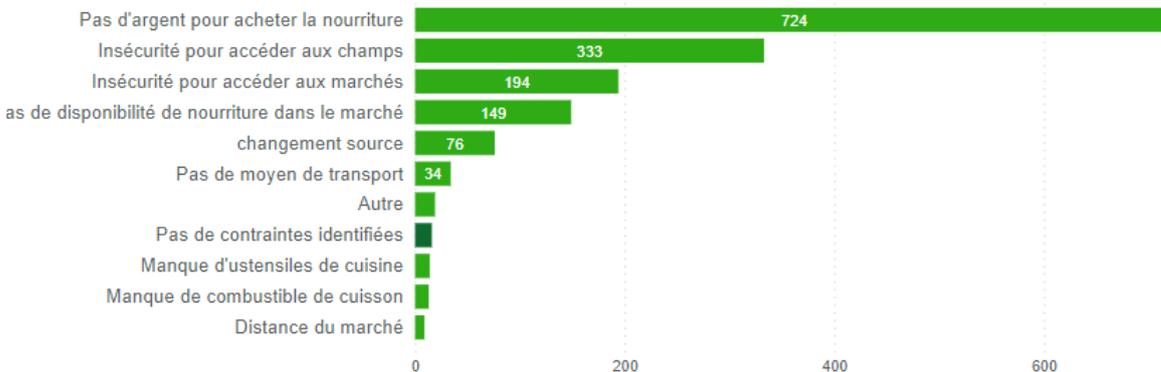
98% de l'ensemble des ménages interrogés, identifie au moins une **contrainte pour accéder à la nourriture**.

Le **manque d'argent** est la contrainte principale qui entrave l'accès à la nourriture, suivi par **l'insécurité**, sans différences remarquables en fonction du statut de déplacement.

Dans la région de **Gao**, la non-disponibilité de nourriture dans le marché est la deuxième contrainte, identifiée par 57% des répondants, en raison du blocus qui entrave la circulation des biens.

Seulement **26 %** des ménages disposent d'un **stock** de ressources pour faire face à leurs besoins alimentaires.

Contraintes pour accéder la nourriture



Parmi la communauté déplacée, seulement 8 % ont accès à un stock .

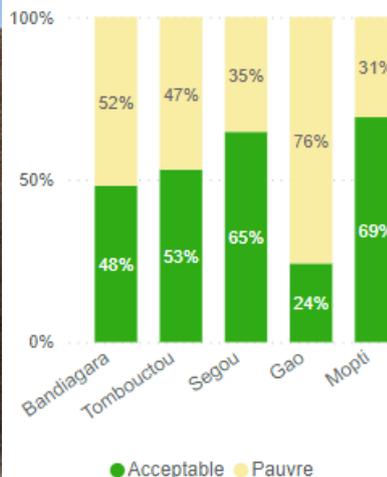
Parmi ces ménages, seulement 42% indiquent que le stock va durer plus qu'un mois. Pour 40% ça ne dépassera pas les 2 semaines.

Le niveau de production agricole, la qualité des récoltes, ainsi que la possibilité d'accéder aux champs agricoles et de pâturage, sont tous des éléments qui affectent la disponibilité d'un stock.

Chaque [jour] la situation s'aggrave, surtout avec les blocus sur la région qui a entraîné la hausse des prix des denrées.
Discussion avec la communauté résidente, Gao



Score de diversité alimentaire (femmes 14-59, par région)



La situation alimentaire est encore plus préoccupante pour les femmes. Seulement **51% des femmes** entre 15-49 ans ont un **score de diversité alimentaire acceptable**. Ce chiffre chute à **34%** pour les femmes déplacées ou réfugiées. Au niveau géographique, Gao présente les données les plus basses (24%), ce qui est cohérent avec les CSIr de la région.

Pour l'amélioration de la situation il faut de l'assistance alimentaire parce que les récoltes ne sont pas à hauteur de souhait, faute de pluie et [de la] sécurité parce que chaque [jour] nous entendons des menaces d'attaque aux alentours.

Discussion avec hommes résidents, Niafouké

MOYENS D'EXISTENCE

L'agriculture est la source de revenu principale pour 36% de ménage; 22% dépendent principalement d'activités commerciales, petits métiers et de l'artisanat, tandis que 20% tirent leurs revenus de travaux journaliers. Seulement 3 % de l'ensemble des ménages n'ont aucune source de revenu, tandis que 4 % dépendent de l'assistance humanitaire

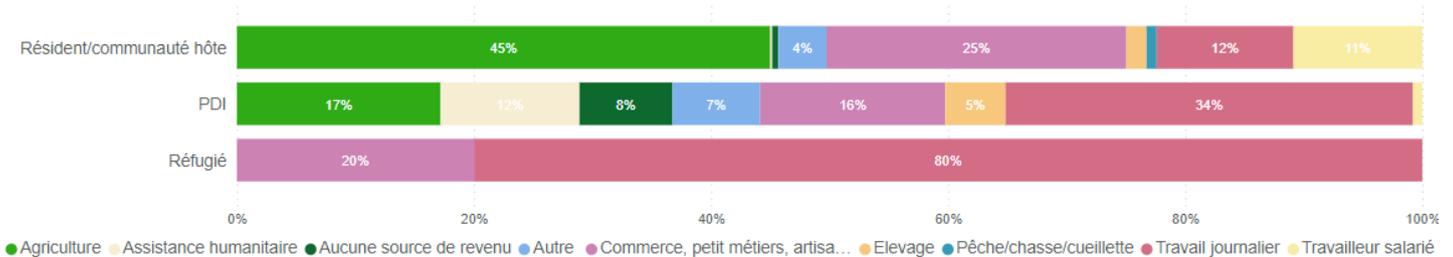
Une désagrégation par statut de déplacement confirme la précarité des ménages déplacés.

L'agriculture est pratiquée surtout à Bandiagara (56%) et Mopti (51%). Mopti et Gao sont les régions avec plus de ménages qui dépendent de l'assistance huma-

nitaire (20% et 15%); à Tombouctou, 10% n'a aucune source de revenu.

Seuls 28% de ménages déplacés maintiennent la même source de revenu qu'ils pratiquaient dans leur localité d'origine, et cela se poursuit également dans leur localité d'accueil. Parmi eux, 15 % étaient engagés dans l'agriculture, 6 % dans le commerce et 4 % dans l'élevage, entre autres. Les 72% restants ont dû s'adapter pour trouver d'autres sources de revenu (8% n'ayant aucune source de revenu et 12% dépendant de l'assistance). Le développement de l'agriculture et de l'élevage par ces ménages PDI est fortement impacté par l'accès à la terre et le manque de moyen pour acquérir des intrants de production.

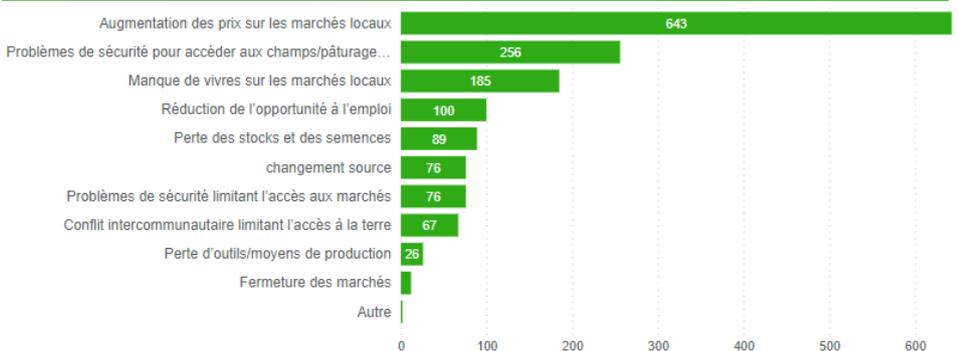
Principale source de revenu par statut de déplacement



L'insécurité, les enjeux climatiques, les déplacements, les sanctions économiques, les fermetures de frontières, et les blocus routiers imposés par les groupes armés sont autant de facteurs qui impactent la capacité de revenus des ménages, qu'ils soient résidents ou déplacés. 94% des répondants ont remarqué un changement négatif dans leurs capacités de revenus et de subsistance au cours des 30 derniers jours.

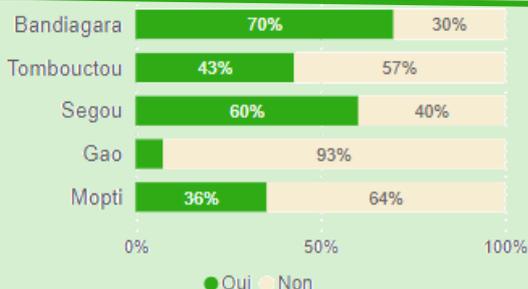
Le manque de vivres sur les marchés locaux est le premier changement qui affecte les communautés à Gao.

Changement aperçu qui touche l'accès aux biens et aux moyens d'existence



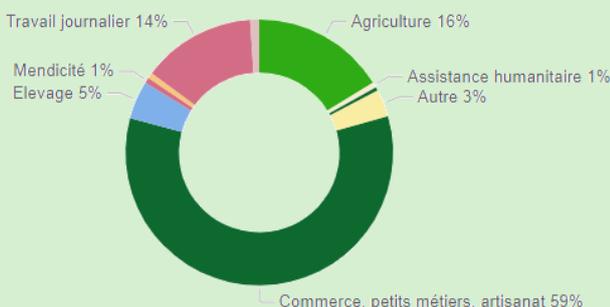
Les femmes contribuent aux revenus du ménage dans 53% des cas, avec une présence beaucoup plus élevée dans les région du centre que du nord.

Contribution des femmes aux revenus du ménage



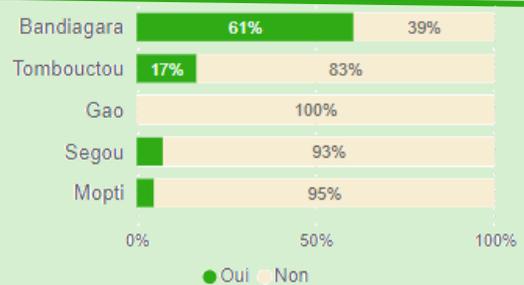
Elles sont engagées surtout dans le commerce et les petits métiers.

Contribution des femmes aux revenus du ménage: type d'emploi



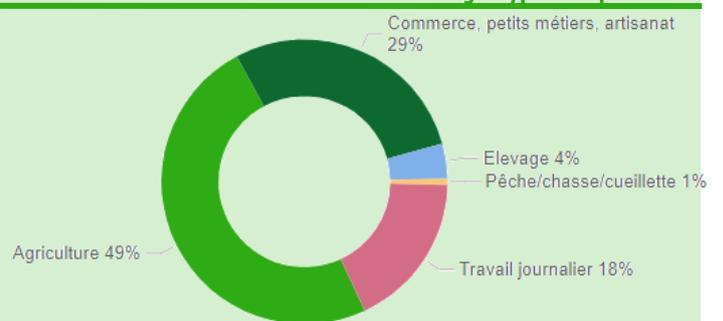
Les enfants contribuent aux revenus du ménage dans 33%, notamment à Bandiagara, et ils sont engagés surtout dans l'agriculture.

Contribution des enfants aux revenus du ménage



Ces données pourraient indiquer un risque en termes de protection de l'enfance.

Contribution des enfants aux revenus du ménage: type d'emploi



ABRIS ET ACCUEIL

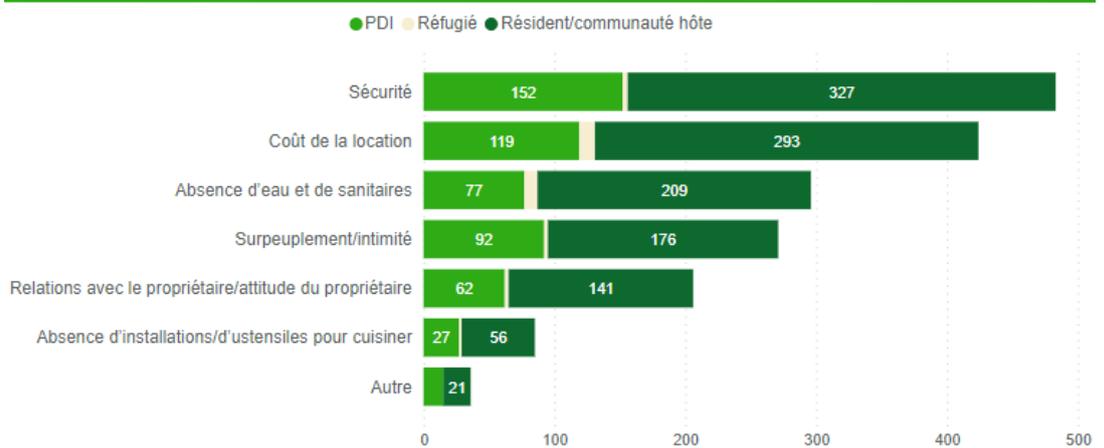
La **sécurité**, le **coût de la location**, et l'**absence d'eau et de sanitaires** sont les principaux problèmes de logement cités par les ménages interviewés.

36% de ménages déplacés indiquent également un problème de surpeuplement et d'intimité, et selon 39 % d'entre eux, leur solution de logement ne peut pas assurer l'unité familiale et l'intimité des femmes et des filles.

Les difficultés d'accès au logement, combinées à l'augmentation du coût de la vie, risquent d'affecter la **capacité d'accueil** des communautés.

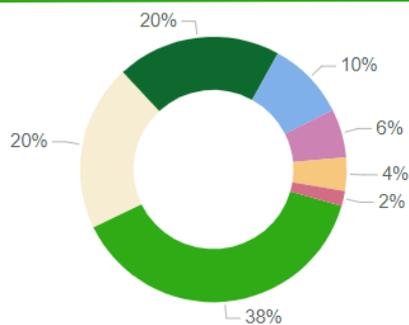
20% de déplacés sont **accueillis chez une famille hôte**, mais pour la plupart (38%) sont en location. 20% occupent officiellement une maison ou une terre et **6% n'a aucun logement**.

Principaux problèmes de logement, par statut de déplacement



« Au début, nous avons accueilli les déplacés et les réfugiés au sein de la communauté, mais malheureusement, de nos jours, la situation se détériore. Nous rencontrons des difficultés autour de plusieurs aspects tels que le logement, l'eau, l'électricité, et même l'approvisionnement alimentaire. Tous ces éléments sont payants et coûtent très cher » .
Discussion avec femmes résidentes, Sokoura

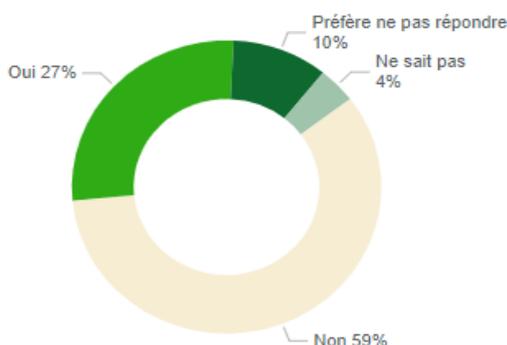
Solution de logement des ménages déplacés



- Location d'une maison/appartement
- Accueilli chez une famille
- Occupation officielle d'une maison/terres
- Sites gérés par le gouvernement/les NU
- Aucun logement/sans abri
- Maison/appartement/terres de propriété
- Etablissements informels

33 % des ménages de la communauté résidente ayant participé à l'enquête accueillent des personnes déplacées chez eux. Parmi les ménages hôtes et les déplacés accueillis chez une famille, 27 % indiquent que les personnes accueillies contribuent aux dépenses de logement.

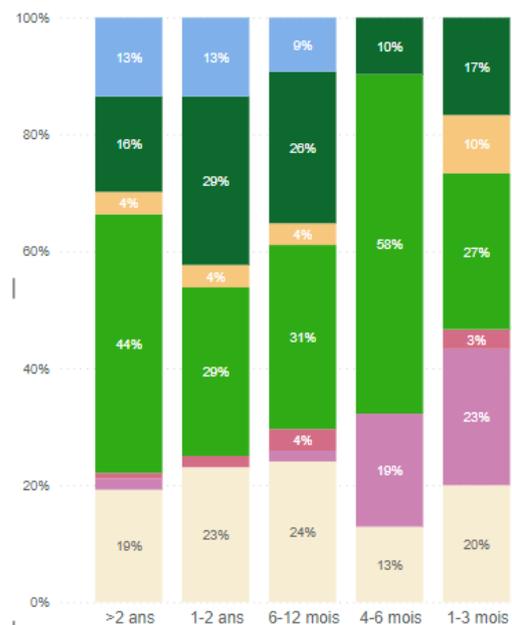
Contribution des personnes accueillies aux dépenses de logement



La durée du déplacement ne semble pas influencer de manière déterminante la typologie de la solution adoptée. On trouve des ménages en location dès les premiers mois, tandis que d'autres sont accueillis chez une famille ou occupent des terres après deux ans.

Les différences sont plus marquées au niveau géographique. À Gao, la majorité des ménages (64 %) occupent officiellement une terre ou une maison, et 21 % se trouvent dans des sites d'accueil organisés ou informels. À Ségou, 73 % des ménages sont en location. Tous les ménages sans abri sont localisés à Tombouctou (27 % des ménages déplacés dans la région).

Solution de logement par durée de déplacement



Les facteurs qui influencent la capacité d'accueil des ménages hôtes sont notamment la **stabilité de sources de revenu** (30%), l'accès à l'assistance humanitaire (21%), le niveau de production agricole/de bétail (16%) et la stabilité des prix des denrées de base. La sécurité est citée au 5e place par 13% de répondants.

EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

La majorité des ménages qui ont participé à cette évaluation (51 %) n'a pas accès à des services EHA (Eau, Hygiène, Assainissement) et à des pratiques d'hygiène adéquats. Cinquante pour cent estiment que leurs **besoins en EHA ne sont pas satisfaits** (42 % parmi les communautés résidentes et 70 % parmi les déplacées). Cette donnée est calculée sur le nombre de ménages confirmant avoir accès à une quantité d'eau suffisante pour boire, cuisiner et répondre aux besoins d'hygiène les plus élémentaires (59 %), avoir accès à des toilettes décentes (74 %) et aux articles d'hygiène de base (86 %). Les trois conditions doivent être remplies pour considérer les besoins comme satisfaits.

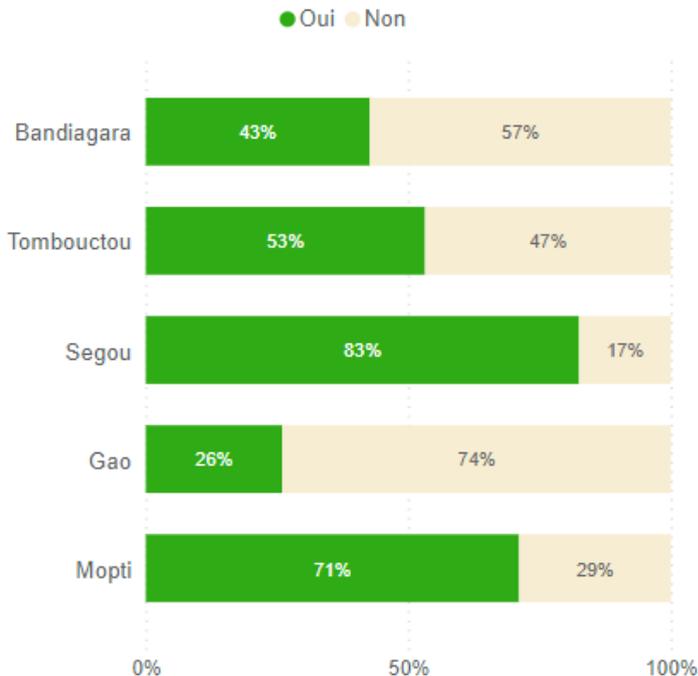
Au niveau géographique, Gao présente le pourcentage le plus élevé de ménages non satisfaits, soit 74 %, suivi par Bandiagara (57 %) et Tombouctou (47 %)



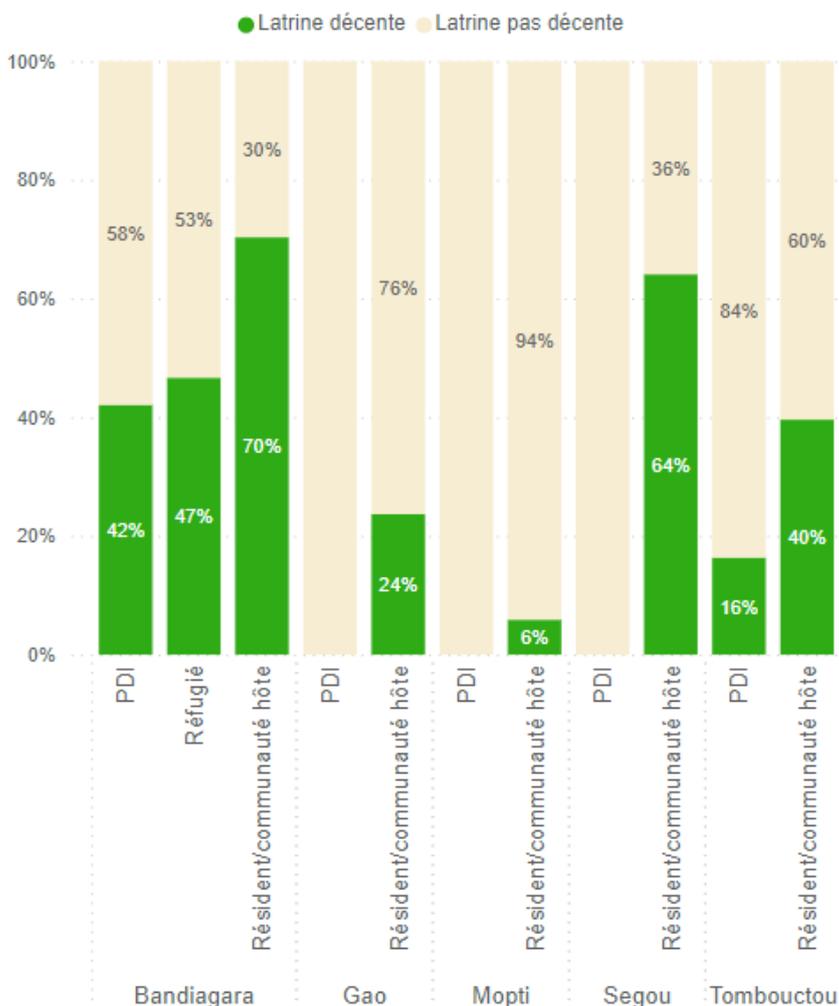
Les mesures d'hygiènes sont pas à négliger car les foyers sont remplis des PDI ou souvent par manque des toilettes ils utilisent nos toilettes et ça augmente les risques des infections surtout avec le manque d'eau pour bien entretenir les latrines.

Discussion avec la communauté résidente, Gao

% ménages qui considèrent leurs besoins en EHA satisfaits



% ménages ayant accès à une latrine décente, par région et statut de déplacement



L'accès aux **articles d'hygiène essentiels** (seau, savon, etc.) est restreint surtout à Gao, où seulement 57% de ménage a accès à ces produits, contre une moyenne de 86% sur toutes les régions objets de l'enquête.

Seulement **44% de ménages à accès à une latrine décente** qui n'est pas partagée avec d'autres ménages. Si on considère les ménages déplacés, ce pourcentage descend à 19%. La situation est particulièrement grave à Gao et Mopti, où seulement 14% et 5% des ménages résidents ont accès à une latrine décente et aucun parmi les ménages déplacés.

En ce qui concerne les **pratiques d'hygiène**, seulement **33%** ont déclaré s'être lavé les mains avec du savon ou de la cendre au moins dans 3 moments clés sur 5 aux cours de deux derniers jours.

Les ménages déplacés ont plus de difficulté à respecter les pratiques d'hygiène. Seulement 20% a répondu positivement, dont la moitié (9%) sont en location et 7% sont accueilli chez une famille, contre presque personne parmi ceux qui ont trouvé des solutions de logement plus précaires.



PROTECTION

Le **risque d'attaques** et **l'insécurité** lors de mouvement en dehors de la communauté est le premiers concerne de sécurité cité par **50% de ménages**, suivi par l'insécurité sur la route (44%), et la présence de groupes armés (30%), pareil pour les communauté résidentes que déplacées. 11% ne cite aucun problème de sécurité.

Du point de vue géographique, les risques liés aux **engins explosifs** sont particulièrement aperçus à Ségou (90% des ménages enquêtés dans la région). Le risque d'utilisation des **jeunes** par les groupes armés est cité parmi les trois problèmes principaux à Gao et Tombouctou, mais dans toute discussion de groupe les participants montre une préoccupation pour les risques que rencontrent les jeunes..

Bien que, notamment dans les régions du centre, les

répondants constatent une amélioration de la situation sécuritaire, et il font confiance aux actions de l'Etat contre les groupes radicaux, les risques d'attaques continuent à être une réalité. Dans certaines communes, les leaders coutumiers ont fait des accords avec les groupes armés, ce qui a porté à une certaine accalmie, mais qui ne rassure pas les membres des communautés.

Les ménages déplacés ont survécu des situations de violence et sont souvent traumatisés. Ils ont dû tout abandonner, les familles se sont séparées lors du conflit et les personnes les plus vulnérables n'ont parfois pas eu moyen de fuir les attaques et sont restées au village.

La **capacité d'accueil** des communautés hôtes risque aussi de ressentir de l'aggravation de la situation, avec une possibilité de tensions entre résidents et personnes déplacées sur l'accès aux ressources et aux services.

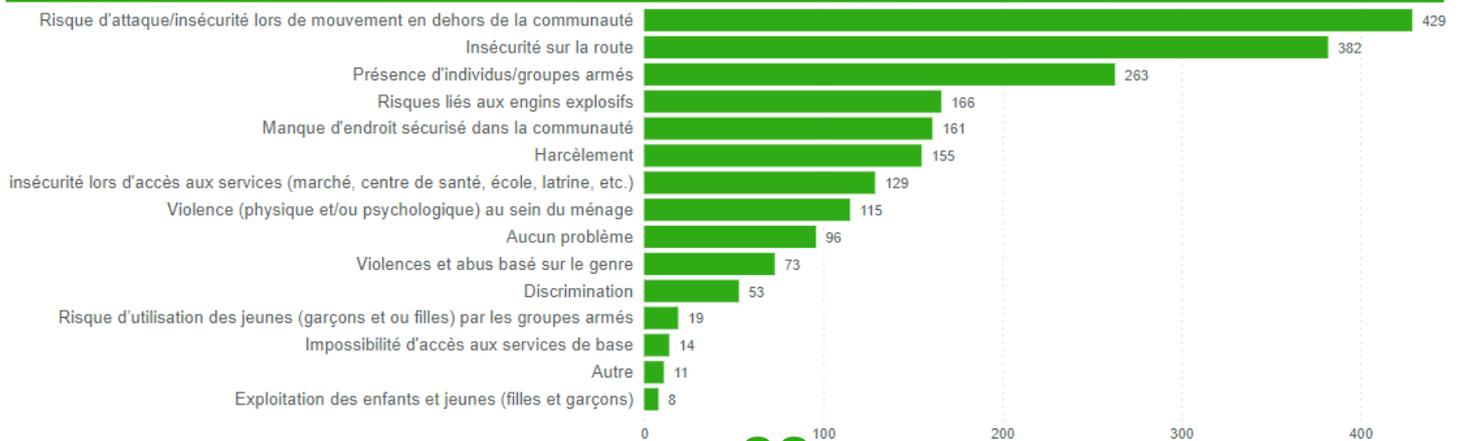
”

Avant nous partions chercher des bois aux champs, nous faisons également du maraîchage mais que maintenant tout est arrêté, même les petits commerce que nous faisons avant, nous n'arrivons pas à le faire maintenant pour peur d'être tués par les malfaiteurs, même des fois nous avons peur de dormir la nuit pour ne plus se réveiller le matin. [...] Nous n'arrivons même pas à aller au marché. La population est surchargée, manque d'eau, logements. Nous voulons la protection de la population.

Discussion avec femmes résidentes, Pignari Bana

”

Contraintes de sécurité et protection



ASSISTANCE HUMANITAIRE

40% des ménages enquêtés, dont 38% des ménages résidents et 47% des ménages déplacés, affirment avoir **reçu quelque forme d'assistance** dans les 30 jours précédents.

Les ménages ayant reçu assistance se trouvent surtout au centre (63% des ménages à Ségou et 51% des ménages à Bandiagara), contre **seulement 26% à Tombouctou et 2% à Gao**.

Pour la plupart il s'agit d'assistance en sécurité **alimentaire et santé** (à Ségou). Malgré les besoins identifiés en EHA, seulement quatre ménages à Bandiagara ont reçu une assistance dans ce secteur.

”

Les hommes et les enfants sont chaque fois enlevés pour être intégrés de force dans leurs rangs [dans les groupes armés]. Les femmes et les filles sont à chaque fois violées ou mariées de force.

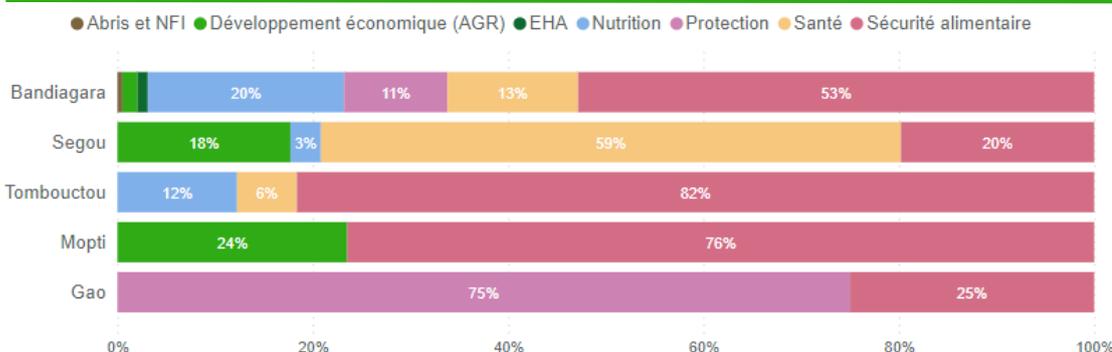
[...] Pour manque de moyen beaucoup sont restés dans le village surtout les personnes âgées; les malades, certaines femmes et les enfants.

Discussion avec femmes déplacées, Niono

29% estiment que certaines personnes dans le besoin peuvent être exclues de l'assistance (42% ne sait pas).

Les trois raisons principales de cette exclusion sont le **manque de biens en quantité suffisante** pour tous; le **manque d'information** sur la manière d'accéder à l'assistance, et la **priorisation des certains groupes** spécifiques plutôt que sur la base des besoins.

Type d'assistance reçu par région



CONCLUSIONS

Les résultats de cette évaluation mettent en lumière une situation humanitaire critique. Les attaques continuelles, la présence des groupes armés qui entravent l'accès aux champs, ainsi que les blocus routiers imposés au Mali et dans les pays limitrophes, affaiblissent les capacités tant des communautés résidentes que des communautés déplacées à subvenir à leurs besoins.

Un **aperçu d'accalmie** au centre et la confiance dans les actions des forces armées étatiques ne suffisent pas pour inciter le retour dans les villages d'origine ou la reprise des activités génératrices de revenus. La **cherté de la vie** demeure la première cause de préoccupation quant à la manière de répondre aux besoins de base, et elle représente également une source potentielle de tension avec les communautés hôtes, qui ne sont plus en mesure d'accueillir de nouveaux déplacés.

Néanmoins, malgré des besoins accrus dans toutes les communes faisant l'objet de l'évaluation, d'importantes différences subsistent au niveau géographique. Dans les régions de **Tombouctou** et de **Gao**, la présence des groupes armés et les blocus routiers limitent la circulation des biens et la disponibilité des denrées alimentaires dans les marchés. La **situation sécuritaire** limite aussi l'accès des organisations humanitaires. Ici, on constate une préoccupation majeure pour l'enrôlement des jeunes dans les groupes armés ou le départ vers les sites d'orpaillage pour avoir une source de revenu. Dans

ces deux régions, les ménages déplacés sont plus probable d'avoir des solutions de logement précaires et pas dignifiées.

Les conditions climatiques, la sécurité et les déplacements ont un impact direct sur la sécurité alimentaire des ménages. Malgré le fait que l'enquête ait eu lieu pendant la période des récoltes, la majorité des ménages a rencontré des difficultés pour accéder à la nourriture dans les 7 jours précédant l'enquête. Les ménages déplacés et les femmes sont les groupes les plus à risque d'insécurité alimentaire.

Les besoins en **Eau, Hygiène et Assainissement** restent élevés dans toutes les zones et sont aggravés par la présence des déplacés. Le manque des services et des pratiques d'hygiène et d'assainissement adéquats devient un facteur de risque nutritionnel et de santé.

Les communautés dépendent de plus en plus de l'assistance humanitaire mais celle-ci ne suffit pas à couvrir leurs besoins.

L'amélioration de la situation sécuritaire, qui est attendue au Centre devrait permettre la reprise de certaines activités de revenu, mais elles dépendent de l'accessibilité des champs et de la circulation de personnes.

Malgré une reconnaissance de la vulnérabilité des ménages déplacés, les membres de la communauté hôte se sent abandonnés par l'Etat et exclus de l'assistance, ce qui pourrait causer des tensions dans les communes d'accueil.

”

Ce qui doit être amélioré, c'est surtout l'assistance alimentaire et les opportunités d'emploi. Nous avons tout abandonné derrière nous, et les personnes qui nous ont accueillis sont également dans le besoin en raison du coût élevé de la vie actuellement.

Nous avons besoin de travail pour que certains d'entre nous ne retournent pas rejoindre les rangs des terroristes, comme certains l'ont déjà fait par nécessité.

Discussions avec hommes déplacés, Tombouctou

Nous sommes venus ici à Abaradjou les mains vides. Nous avons bénéficié de soutiens de diverses sources, que ce soit par le biais de connaissances, d'amis, de parents sur place, ou d'ONG qui sont venues nous recenser

Avec les multiples attaques et le blocus, nos hôtes sont à bout d'efforts parce qu'ils sont dans le besoin. Cette année, il n'y a eu assez de pluie donc, c'est la cherté de la vie qui prend le dessus sur tout le monde.

Discussion avec femmes déplacées, Tombouctou

”

RECOMMANDATIONS

1. Soutenir l'**accès à la nourriture** et à une alimentation diversifiée par des distributions et des séances de sensibilisation nutritionnelle.
2. Effectuer un **suivi de marché** régulier à niveau local pour définir la modalité de distribution (en vivres, cash, voucher). L'enquête identifie deux contraintes principale d'accès à la nourriture: le manque d'argent et la non-disponibilité de biens dans les marchés. Une **intervention flexible** qui puisse changer de modalité selon l'activité des marchés est recommandée.
3. Où possible, promouvoir des activités **génératrices de revenu** par les soutiens des groupement communautaires et la distribution d'actifs aux ménages.
4. Construction de **latrines d'urgence** dans les sites de nouveaux déplacements et **aménagement des structures d'assainissement existantes**.
5. Promotion des **pratiques d'hygiène** et aménagement des points d'eau pour le lavage des mains.
6. Toute intervention doit assurer la **participation communautaire** dans la définition des activités prioritaires et l'identification des ménages vulnérables, sans discrimination par statut de déplacement.
7. Les interventions doivent intégrer l'**approche ne pas nuire** et s'aligner aux recommandations de l'analyse de conflit.
8. Tant que possible, identifier des **agents communautaires** et du staff provenant des zones d'interventions pour assurer l'implémentation et le suivi des activités et du contexte mêmes avec un accès limité.
9. Prioriser les interventions dans les régions du Nord (**Tombouctou** et **Gao**) qui enregistrent les besoins majeurs dans tous les secteurs et qui sont directement affectées par les conflits en cours. A Tombouctou on retrouve aussi les ménages déplacés plus récemment.
10. Assurer un **ciblage équitable**, basé sur les besoins et qui tient compte de considérations de sensibilité aux conflits. Les ménages déplacés (de longue comme de courte durée) présentent généralement des besoins accrus par rapport aux ménages résidents. Néanmoins, la situation se détériore pour tout le monde et affecte la capacité d'accueil des communautés, avec un risque réel de tensions.

Pour avoir plus d'information:

ABDELJELIL Taha - Expert en Coordination des Programmes Humanitaires

Taha.Abdeldjelil@welthungerhilfe.de

Deutsche Welthungerhilfe e.V. Cité du Niger, Rue non codifiée, B.P.E 1921, Bamako - Mali

